

tout soupçon de fraude ou de favoritisme. Les fonctions du Commissaire des Terres de la Couronne sont très importantes et il est armé de pouvoirs considérables et discrétionnaires, notamment pour statuer sur les demandes de concession. Il faut un rare mélange d'habileté administrative, d'intégrité professionnelle et d'esprit d'équité, pour avoir pu diriger ce département pendant tant d'années, donner prise à l'opposition; et ce fait paraîtra plus remarquable encore, si l'on songe à l'énormité des sommes qui sont perçues et dépensées chaque année sous la responsabilité du Commissaire des Terres.

VENTE DES COUPES DE BOIS.

La première vente de coupes de bois, qui ait eu lieu après l'avènement de l'Administration libérale, s'est produite en 1872, lorsque l'Hon. R. W. Scott, était Commissaire des Terres. L'étendue de terrain mise en vente était d'environ 5000 mille carrés. Cette transaction fut, dans la session suivante, amplement discutée sous toutes ses faces et approuvée par une majorité telle, que quatre voix seulement se prononcèrent contre, alors que MM. Cameron et Meredith l'ancien *leader* et le *leader* actuel de l'opposition, s'étaient déclarés parmi les opposants. Cette approbation de la conduite du gouvernement a été ratifiée par le peuple aux élections de 1875, 1879 et 1883 et cette question vidée ne méritait plus de discussion. Le montant total du prix de la vente a été de \$592,601 et quelques lots non payés ont été revendus depuis à Penzance dans les conditions les plus satisfaisantes.

Depuis 1873, toutes les ventes de coupes de bois ont été faites sous la haute direction du Commissaire actuel des Terres de la Couronne. La superficie vendue pendant ces quatorze années a été de 2,997 mille carrés, pour lesquels le gouvernement a reçu, en chiffre ronds, la somme considérable de

\$1,160,000,

qui représente près de \$400 par mille carré. Pendant la même période le gouvernement du *Dominion* n'a perçu par ces concessions de limites de bois que

\$14,535

au prix uniforme de \$5 par mille carré. La différence si considérable qui existe entre ces deux sommes, représente ce qui est entré à Ottawa dans la poche des spéculateurs ou dans celle des suppôts du gouvernement fédéral, pendant que le ministre provincial opérait des ventes sérieuses et profitables au trésor public.

On peut tirer une autre comparaison instructive des ventes de limites de bois qui ont été faites pendant la même période, par le gouvernement conservateur de la Province de Québec. Du mois d'Octobre 1873 au mois de Février 1885, le gouvernement de Québec a vendu 5 628 mille carrés dont il a retiré \$216,972, soit \$43.88 par mille carré pendant que le gouvernement d'Ontario retirait \$400 par mille carré.

5. DÉPARTEMENT DU SECRÉTAIRE PROVINCIAL.

Le département du secrétaire Provincial qui a été si utilement dirigé pendant les deux dernières années par l'Hon. A. S. Hardy comprend plusieurs branches distinctes, dont nous énumérons ci-dessous les principales.

ÉTABLISSEMENTS PUBLICS ET CHAPITABLES.

Les établissements entièrement à la charge de la Province, sont : 1o, la prison centrale pour les hommes, la maison de réforme pour femmes et la maison de correction de Penetanguishene; 2o, quatre asiles pour les aliénés, à Toronto, London, Hamilton et Kingston et un autre pour les idiots à Orillia; 3o, l'établissement pour l'instruction des jeunes aveugles de Brantford et celui des sourds-muets de Belleville.

L'École d'agriculture a été transférée du département du Secrétaire Provincial à celui de l'Agriculture; et l'école des sciences pratiques a été également transférée au département de l'instruction publique.

Les prison
ne n'étant pas
veillance du dé

Les "étab
9 hôpitaux, l
outes d'importa

Comme la
l faut que la su

En 1885 l

Trésor Provin
utile de répéte
les différentes
qu'elles soulagr
directe. C'est
un surplus.

A la Prison
argous, l'idée q
mais qu'il faut
bations utiles.
nstitution est d
résultats les plus
réforme destinée
sels endurcis et

En tant qu
portées dans u
aussi provoqu
l'efficacité de l
ympathies de p

On utilise l
libre du dehors.
arriverait plus p
une longue dé
agabond- que le
transférés à la

On ne pent
les idiots qui ap
le ces malheureu
ablement et enc
qui vivent à l'is
est absolument
été raison il fa
rais des Muni
ette responsabi
épartie plus éga
ntretiens, comm
à taxe directe u
tout ou à réclam
aire des amélior
dépenses annuel

Le rapport
nombre des pers
En 1884 chaque

Pendant l'a
364.416.